

INTRODUCTION

Le désir de liberté est premier dans le cœur des Napolitains; tant qu'il ne sera pas satisfait, leur pays sera condamné à des faits interminables de larmes et de sang. Il n'est donc pas utile de dire avec quelle joie, avec quel bonheur et quel espoir ils ont accueilli les premières lueurs de la résurrection (*risorgimento*) de l'Italie.¹

Ces quelques lignes de l'une des plus célèbres histoires de Naples, rédigée au lendemain de la révolution de 1848, montrent la manière dont les patriotes napolitains ont cherché à se définir au cours du premier XIX^e siècle. L'auteur, Giuseppe Massari (1821-1884), est l'un d'entre eux: ancien député au Parlement national napolitain au printemps 1848, il est alors en exil à Turin pour fuir la répression engagée par les Bourbons de Naples. Il évoque une impulsion politique cohérente, largement diffusée dans la société napolitaine, et orientée vers le mouvement d'indépendance italienne que ses propres acteurs qualifient eux-mêmes de *Risorgimento* depuis la fin des années 1840². Elle s'inscrit donc dans les catégories identitaires courantes du temps, fondées sur des « caractères nationaux » constitués de vices et de vertus³, dans un contexte romantique qui associe la politique à des catégories morales et à des émotions. Les flots de larmes et de sang que l'auteur évoque en sont représentatifs⁴. Alors qu'après l'échec quasi-généralisé des révolutions de 1848, le royaume de Piémont-Sardaigne s'impose comme l'un des acteurs premiers de la construction nationale italienne,

¹ Massari 1849, p. 6.

² Brice 2016.

³ Cette notion fait partie de la grille d'analyse courante de l'espace européen du XIX^e siècle, qui ramène des identités dites « nationales » à des stéréotypes moralisés (Patriarca 2010).

⁴ Voir sur cette tradition, propre à l'Europe romantique dans un sens large, Bouyssy 2012, p. 51-54. Des travaux récents ont mis au jour les registres émotifs qui se sont exprimés dans les protestations politiques du premier XIX^e siècle (Fureix 2016).

dont la monarchie de Victor-Emmanuel II entend désormais récupérer l'initiative, le constat de Massari répond à un but politique, celui d'exposer au public piémontais la capacité des Méridionaux à mener des révolutions politiques et à résister à l'emprise tyrannique des Bourbons. Même si l'unité présumée du mouvement témoigne d'une construction destinée à en montrer l'importance et la légitimité, à la suite d'une importante propagande méridionale⁵, elle soulève ici un double paradoxe. Massari postule d'abord l'attachement viscéral à la liberté politique de l'un des peuples les moins alphabétisés et les plus faiblement politisés d'Europe occidentale, dans un royaume que beaucoup d'observateurs internationaux qualifient, depuis l'époque moderne, d'espace périphérique de la civilisation. Il affirme d'autre part l'importance de la politisation libérale, qu'il élargit au peuple napolitain dans son ensemble.

Naples, la modernité politique et l'Italie : histoire d'un paradoxe

Cette politisation libérale, que Massari décrit comme naturelle, entre en contradiction avec la situation du royaume des Deux-Siciles au début du XIX^e siècle. Dominé par plusieurs dynasties étrangères successives, d'abord aux mains des Aragonais puis des Espagnols jusqu'en 1707, soumis ensuite au contrôle de l'Empire d'Autriche, il a été l'un des terrains privilégiés d'application de la Contre-Réforme à l'époque moderne. Indépendant en 1734 avec à sa tête la dynastie « propre et nationale » des Bourbons⁶, il a vu s'affirmer une politique réformatrice à la fin du XVIII^e siècle, engagée par la monarchie et inspirée par les formes locales des Lumières, accélérée par la suite lorsque le royaume a été soumis à l'autorité des rois français Joseph Bonaparte puis Joachim Murat entre 1806 et 1815⁷. Cet État traditionnellement fondé sur l'équilibre de potentats locaux a connu un double effort d'abolition de la féodalité et de centralisation, dont ont hérité les Bourbons lors de la Restauration de 1815⁸. La difficile mise en place de cette politique, qui a suscité des résistances au sein de la société civile, traduit l'entrée contrastée du royaume dans la modernisation politique qui caractérise une grande partie des

⁵ L'expression est courante dans la propagande libérale, notamment dans la révolution de 1820-1821. L'historiographie a depuis remis en question cette idée (Pinto 2013a).

⁶ Sur cette formule, qui identifie la dynastie des Bourbons à la nation napolitaine, voir notamment Papagna 2011. La dynastie débute avec le règne de Charles III (1734-1759), auquel succède Ferdinand IV (1759-1806 puis 1815-1825).

⁷ Voir, pour une synthèse sur ce point, Rao 1989.

⁸ Davis 2003.

États européens au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles⁹. Elle est en contradiction apparente avec une politisation traditionnellement légitimiste, qui a notamment pris la forme des nombreuses insurrections populaires qui ont contribué à mettre fin à la République napolitaine de 1799, elle aussi appuyée par l'occupant français dans le cadre plus large des Républiques-sœurs¹⁰.

L'idée que ce régime serait le produit d'une «révolution passive», qui se serait effectuée sans le peuple, selon les mots du patriote molisan Vincenzo Cuoco, corrobore l'image d'une société faiblement acquise à la politique libérale¹¹, en grande partie du fait du large consensus populaire qui existait autour de l'institution monarchique depuis l'époque moderne. Cet héritage demeure décisif dans la société méridionale du premier XIX^e siècle. Il explique l'échec des révoltes et révolutions successives qu'elle a connues entre le congrès de Vienne et l'intégration du royaume à l'Italie unifiée en 1860. Les révolutions de 1820-1821 et de 1848 ont touché toutes les provinces du royaume, quoiqu'à des degrés divers, et certaines ont connu des révoltes plus ponctuelles en 1817 (Salento), en 1828 (Cilento), en 1837 (Naples), en 1841 (Abruzzes) et en 1844 (Calabre Citérieure). En dépit de leur échec commun, elles témoignent de l'existence de forces modernisatrices réelles dans la totalité du royaume.

Le cadre politique de référence, que constitue alors la «nation napolitaine» depuis l'époque moderne, apparaît anachronique à l'heure de l'affirmation des sentiments nationaux qui caractérisent le XIX^e siècle européen. Constituée autour de l'institution monarchique, elle a eu une valeur d'identification décisive pour la société du royaume, dont elle a montré l'unité, mais elle entre en contradiction avec deux évolutions décisives. D'une part, les structures sociales du royaume, héritées de l'Ancien Régime, demeurent prégnantes tout au long du XIX^e siècle. Qualifiée dans le vocabulaire courant de *paese a macchia di leopardo*, la nation napolitaine se caractérise par sa très forte fragmentation en des entités territoriales locales, à l'échelle de la commune, de la vallée et parfois de la province, cloisonnées les unes par rapport aux autres et au fonctionnement souvent autonome¹². D'autre part, l'affirmation des ambitions italiennes d'une partie des patriotes depuis la fin du XVIII^e siècle est en opposition apparente avec l'idée de nation napolitaine. Mais elles portent la marque des révoltes et des révolu-

⁹ Sur cette notion et pour l'Europe méditerranéenne au sens large, voir Innes – Philp 2018.

¹⁰ Davis 2004.

¹¹ Cuoco 2004.

¹² Lupo 1988.

tions que le royaume a connues à l'époque moderne : elles ont posé les bases du répertoire d'action des opposants, qui se construit par référence à des figures locales héroïsées dont le pêcheur napolitain Masaniello, protagoniste de la révolte de 1648, est la principale. Les révolutions que le royaume connaît entre 1799 et l'intégration du royaume à l'Italie unifiée le confirment. Toutes constituent un « palimpseste révolutionnaire » méridional construit par sédimentation d'expériences locales de la contestation politique¹³.

Des travaux récents l'ont montré, la nation napolitaine demeure donc l'horizon politique principal de ces acteurs tout au long du XIX^e siècle. Elle est l'échelle à laquelle ils continuent d'envisager leurs projets réformateurs, construisent les révolutions et celles qu'ils défendent dans leurs écrits patriotiques¹⁴. Cette persistance pose le problème de savoir s'il était possible de réformer la nation napolitaine hors de la présence du roi, dans un contexte où l'institution monarchique connaît, dans sa forme traditionnelle, une importante crise de légitimité lourde de répercussions à l'échelle européenne¹⁵. L'autorité des Bourbons est alors assimilée à une notion de la culture politique italienne, déjà présente dans la littérature politique médiévale, le *malgoverno*, qui désigne à la fois une tyrannie et un pouvoir incapable d'exercer de manière effective ses fonctions d'encadrement. Alors qu'elle a été l'un des moteurs principaux des révoltes du XVIII^e siècle¹⁶, y compris contre des figures locales de l'autorité, la dénonciation du *malgoverno* demeure centrale dans les stratégies des libéraux méridionaux de l'époque du *Risorgimento*. Ils n'évacuent pas, pour la plupart d'entre eux, l'institution monarchique, mais ils contestent la pratique du pouvoir des Bourbons, qu'ils considèrent comme absolutiste alors que les monarchies constitutionnelles se généralisent dans le paysage politique européen¹⁷. La « nation napolitaine » interroge aussi et surtout l'articulation avec les autres degrés d'ancrage et d'appartenance, dont l'identité italienne constitue la principale.

La place du *Mezzogiorno* dans la construction nationale de l'Italie a constitué l'une des lignes fortes de l'historiographie depuis la réalisation de l'Unité italienne en 1860. La vie politique du royaume des Deux-Siciles est bien connue grâce à une production historique pléthorique, érudite, qui se présente sous la forme

¹³ Lerra – Musi 2008. Sur le « palimpseste révolutionnaire », voir Hugon 2011, p. 21.

¹⁴ Outre Musi 2015, p. 121-134, voir pour la période post-unitaire Pinto 2013b.

¹⁵ Sarlin 2012.

¹⁶ Cecere 2013b.

¹⁷ Sur la notion d'absolutisme et sur les constructions historiographiques dont elle est l'objet, voir Cosandey – Descimon 2002.

de biographies de patriotes ou d'éditions de sources. Elle vise à montrer l'existence de dynamiques patriotiques qui, en dépit de leur diversité, tendraient à s'intégrer au mouvement commun du *Risorgimento*. Les institutions formées par le nouvel État italien (*Deputazioni di storia patria*) ou par des acteurs de la société civile (*Società di storia patria*) ont joué un rôle déterminant dans le double processus de valorisation des initiatives locales et de nationalisation de l'histoire récente¹⁸. Ces institutions ont engagé des travaux importants, menés par des érudits locaux comme Vincenzo Cannaviello pour la province d'Avellino ou Domenico De Giorgio pour la Calabre¹⁹. Parce qu'ils souhaitaient valoriser le rôle des petites patries dans la construction nationale italienne, ils ont souligné, par l'exploitation précise des archives locales, l'implication d'acteurs politiques secondaires aux côtés de figures plus connues et intégrées à la mémoire nationale de l'unification italienne. Contre l'idée d'un *Risorgimento* porté par le seul Piémont, ces travaux ont nourri la thèse, exprimée par Giuseppe Berti en 1962, d'une « initiative méridionale » qui serait notamment le fait des démocrates, intéressés à la souveraineté populaire et à l'intégration du peuple dans la vie politique²⁰.

La réhabilitation de l'histoire politique italienne dans les années 2000, attentive au phénomène du *Risorgimento*, a étudié à nouveaux frais le lien italo-méridional. Il a montré comment les dynamiques politiques méridionales se sont intégrées dans un mouvement plus vaste, à la fois conflictuel et internationalisé, qui s'est construit sur le temps long du XIX^e siècle, des révolutions de la fin des années 1790 aux lendemains de la Première guerre mondiale²¹. Alors qu'il s'agissait de restituer la « culture profonde » de l'Italie de cette époque, tout en montrant les fondements culturels de la nation, des libéraux méridionaux comme Pietro Colletta ou Guglielmo Pepe ont trouvé leur place au sein du « canon du *Risorgimento* », ensemble d'œuvres littéraires à la valeur nationale fondatrice mis en évidence par Alberto Mario Banti²². C'est donc sur un nombre limité d'acteurs que se sont concentrés les

¹⁸ La *Società di Storia patria* de Naples est la première à avoir été créée, en 1875. D'autres fondations suivent, notamment dans les Abruzzes en 1888, et le réseau des sociétés savantes historiques se complète dans les premières décennies du XX^e siècle. Voir pour le cas de Naples Venezia 2014.

¹⁹ Pour Avellino, voir par exemple Cannaviello 1940. Pour la Calabre, voir parmi une littérature pléthorique Visalli 1928, ou De Giorgio 1953.

²⁰ Berti 1962.

²¹ Sur le cadre historiographique, voir Banti – Ginsborg 2007. Le cadre chronologique est donc celui du « long *Risorgimento* » (Pécout 1998).

²² Banti 2000.

historiens, dans des travaux soit culturalistes, soit biographiques, consacrés à des patriotes de premier plan²³. Ils envisagent une conception large de la nation, qui intègre à la fois la diversité des options politiques et les périphéries de l'Italie, tout en montrant leur inscription dans des circulations transnationales d'hommes et d'idées qui ont notamment pris la forme du volontariat armé ou de l'exil politique²⁴. Dès lors, l'évolution politique du *Mezzogiorno* de 1815 à 1860 est apparue comme l'une des formes des « unités multiples » de l'Italie, qui articulent des problématiques politiques locales à la perspective dominante de l'unification italienne²⁵. Dans cette perspective, des travaux internationaux ont montré la diversité des formes de politisation à l'œuvre dans le royaume des Deux-Siciles, qu'elles soient italophiles ou légitimistes, et ont souligné la conflictualité inhérente à la société méridionale, qui apparaît comme le théâtre d'une guerre civile permanente²⁶. Parce que les déclinaisons en auraient été régionales, ce modèle interprétatif s'inscrit dans un courant plus large de renouvellement de l'historiographie par l'analyse de situations locales, dont le cadre correspond généralement à celui des anciennes provinces du royaume des Deux-Siciles. C'est ainsi qu'a été mise en évidence l'implication de différentes catégories d'acteurs, caractérisées selon leurs appartenances soit régionales, soit sociales²⁷. Les travaux qui leur ont été consacrés ont montré les formes de la mobilisation, la diversité des allégeances politiques, la mise en œuvre de l'opposition au roi, sans qu'il existe pour autant d'étude organique des libéraux du royaume. Cette dernière catégorie, qui se développe et se systématise dans le vocabulaire politique méridional au cours de la période à l'étude, appelle à être précisée.

La modernisation politique saisie par ses acteurs

Le terme *liberale* pose un problème d'identification, à la fois par son caractère récent et par ses usages polysémiques. Il ne donne lieu qu'à de très rares définitions de la part des acteurs eux-mêmes, dont aucune n'envisage l'idéologie, alors qu'ailleurs en Europe, le même terme se présente sous la forme d'une posture politique

²³ Notamment et pour Guglielmo Pepe, Manfredi 2009.

²⁴ Sur le volontariat, voir Pécout 2009. Sur l'exil italien, voir Isabella 2009.

²⁵ De Sensi Sestito – Petruszewicz 2014.

²⁶ Voir par exemple Sarlin 2013. Sur la notion de guerre civile, voir Pinto 2013a.

²⁷ Notamment, et pour la Terre d'Otrante (province de Lecce), Caroppo 2013. Pour la Calabre, voir Buttiglione 2018.

liée à la revendication des libertés politiques et économiques. Le libéral calabrais Gaetano Rodinò, qui a participé aux révolutions de 1799 et de 1820-1821, établit l'identification entre les *liberali* et les patriotes, terme hérité des révolutions de la fin du XVIII^e siècle, dans un passage des mémoires qu'il destine, en 1847, à l'éducation de son fils Aristide. À propos de 1799, il évoque « les patriotes, comme on qualifiait alors ce qu'on désigne aujourd'hui comme libéraux »²⁸. La synonymie apparente des deux termes permet donc de saisir le sens de la catégorie *liberale*, alors en construction, qui oscille entre l'élaboration d'un discours contre-révolutionnaire d'identification des opposants à la monarchie et le développement d'une notion à valeur identitaire chez les libéraux. C'est donc sur le sens traditionnel de ce terme, présent dans le lexique politique italien depuis la fin de l'époque moderne, qu'un auteur comme Rodinò s'appuie. Beaucoup plus qu'à l'idéologie libérale, qui n'en était encore qu'à ses premiers fondements théoriques dans les dernières décennies du XVIII^e siècle, il fait référence à l'attachement à la liberté politique et à l'opposition à l'absolutisme²⁹.

Au début des années 1870 pourtant, le sens du terme s'est précisé et réorienté vers l'histoire littéraire, alors que l'Italie unie se dote d'un récit national qui met en scène sa construction sur le long terme. Dans une série de leçons sur la littérature italienne du XIX^e siècle, données à Rome en 1873, Francesco De Sanctis (1817-1883), professeur à l'académie de la *Nunziatella* et l'une des figures majeures du courant libéral dans la province d'Avellino, fait du terme *liberale* une catégorie esthétique et philosophique. En la définissant comme une idéologie modérée attachée à la promotion des libertés politiques et de l'indépendance nationale, il en fait une école politique européenne qu'il oppose à l'« école démocratique », fondée sur des revendications d'égalité et de souveraineté nationale héritées de la Révolution française et dont le développement s'est affirmé au début des années 1830³⁰. Cette lecture pose le problème de s'appuyer principalement sur des exemples piémontais ou lombards, et laisse de côté les développements napolitains du courant qu'elle qualifie de libéral. L'historiographie italienne classique a longtemps repris cette distinction. Elle a affirmé que cette école a été à la fois littéraire et politique, et a plaqué les catégories *moderato* et *democratico* sur les réalités politiques napolitaines. Dans un article paru en 1922, Nino Cortese observait la mise en place d'un « parti libéral modéré napolitain » dans

²⁸ Maresca 1881, p. 304.

²⁹ Meriggi 2011.

³⁰ De Sanctis, 1954.

le sillage du libéral conservateur Luigi Blanch³¹. D'autres auteurs ont identifié la même catégorie au courant modéré constitué autour de Carlo Poerio et de Giuseppe Massari en 1848. Ils ont négligé l'importance des relations qui les unissaient à des éléments empruntés à un courant « démocrate » local, distinct de celui majoritaire dans le reste de la péninsule italienne, constitué autour de Giuseppe Mazzini à partir du début des années 1830³². Ces liens et les réseaux dans lesquels ils s'inscrivent doivent être restitués, pour ce qu'ils révèlent de la structure de l'opposition politique aux Bourbons de Naples. Le décalage des catégories napolitaines par rapport à celles italiennes et leur brouillage apparent appelle à envisager les libéraux du royaume par-delà ces catégories traditionnelles, en s'appuyant plutôt sur l'historiographie récente des révolutions du XIX^e siècle. Ces relations appellent à envisager le courant libéral comme un champ d'opposition commun, structuré par la résistance à l'absolutisme, construit autour de deux polarités, l'une modérée et l'autre radicale, qui ne sont pas hermétiques l'une de l'autre mais dont il faudra chercher à saisir les imbrications³³.

J'envisagerai du point de vue de l'histoire sociale un objet qui relève plus classiquement de l'histoire culturelle et intellectuelle. Ces dernières ont montré les fondations théoriques communes aux « libéraux » européens, identifiés à l'idéologie libérale³⁴. Des travaux ont cherché à discerner les formes méridionales du libéralisme italien, à travers l'étude des idéologies politiques. Ils ont montré l'attachement commun à la liberté politique, hérité des Lumières du XVIII^e siècle, et une certaine méfiance à l'égard du « libérisme » économique promu au même moment par les libéraux anglo-saxons et qui a été connu dans le royaume au moment de la visite napolitaine de l'économiste anglais Richard Cobden en 1847³⁵. Cette posture hérite des liens entre matérialisme philosophique et radicalité politique construits dans la tradition napolitaine des Lumières³⁶. L'histoire sociale du politique a déplacé l'analyse du côté des logiques de la mobilisation, de la structuration des factions politiques et de la fixation des identités sur lesquelles elles reposent, pour les principaux États d'Europe occidentale³⁷.

³¹ Cortese 1922.

³² Berti 1962. Voir encore, sur les démocrates et parmi l'historiographie classique, Della Peruta 2004.

³³ Sur ce modèle d'analyse, voir Serna 2009.

³⁴ Voir pour un bilan historiographique Dard – Fogacci 2016.

³⁵ Voir sur le libéralisme modéré Di Ciommo 1993.

³⁶ Girard 2016.

³⁷ La bibliographie sur le sujet est pléthorique. Pour la France, voir Triomphe 2014. Pour la Grande-Bretagne, voir Parry 2006. Pour les États allemands pré-unitaires, voir Sperber 1992.

Elle a montré la tension entre des projets modernisateurs locaux ou nationaux, portés par les libéraux européens, et des expériences communes structurées à l'échelle internationale. Les sociabilités locales, qu'elles soient économiques ou intellectuelles, en ont été un terrain d'observation privilégié³⁸. Elles s'articulent avec des réseaux complexes d'hommes et d'idées dont des travaux récents ont montré la cohérence, à travers la construction d'un espace public commun d'opposition à l'ordre de Vienne qui a été qualifié d'« internationale libérale » ou de « contre-monde libéral »³⁹. Les effets de ces structures sur le fonctionnement des groupes libéraux ont également fait l'objet d'une attention importante, à travers des transferts de modèles politiques qui ont notamment profité de révolutions convergentes et parfois concomitantes, comme en 1820 ou en 1848. On en connaît désormais le fonctionnement, appuyé sur des circulations d'hommes de diverses natures, sur des échanges d'idées et d'expériences qui ont nourri le répertoire d'action des patriotes. L'Italie en a été un terrain d'application privilégié, en raison de la très grande importance prise par l'exil dans les rangs des patriotes, au lendemain des premières révolutions du XIX^e siècle⁴⁰.

Les outils que ces travaux ont mis en œuvre doivent être appliqués au cas napolitain, qui s'inscrit précisément dans les circulations et les réseaux propres à l'Europe libérale. Plus que les connexions entre les terrains sur lesquels s'est déployée l'action politique des libéraux européens, ces circulations révèlent des situations convergentes, des scénarios politiques proches qui ont été pensés par les contemporains sous l'angle de la fraternité des peuples⁴¹. Plusieurs historiens ont mis en question ces parentés, questionnant l'existence d'un modèle méditerranéen de modernisation politique, puis les circulations entre les expériences démocratiques dans l'Europe méridionale du long XIX^e siècle. Celles-ci interrogent l'entrée des sociétés méridionales dans la modernité politique, surtout étudiée dans le cas de l'Espagne, à travers des catégories restées étrangères à l'historiographie italienne. Ce modèle s'appuie sur des données convergentes : le rôle décisif de la souveraineté nationale, l'existence d'un espace politique

³⁸ Sur les sociabilités économiques, voir De Lorenzo 1998.

³⁹ Bruyère-Ostells 2015. Sur les cultures politiques « blanches », voir par exemple Sarlin 2013, ou encore Dupont 2015.

⁴⁰ Le rôle de l'exil a ainsi été érigé au rang d'« institution » pour les patriotes italiens, selon le mot du libéral lombard Carlo Cattaneo qui décrivait ainsi le parcours de l'écrivain patriote Ugo Foscolo, qui avait quitté Milan en 1816 (Diaz 2014).

⁴¹ Brice 2017a, et pour le cas italo-grec, Zanou 2018.

national autonome des autres sphères, la diffusion des codes, des normes et des principes politiques auprès des masses initialement peu politisées⁴². Cette évolution est apparentée aux révolutions libérales du début du XIX^e siècle et s'appuie plus largement sur les circuits de politisation que l'historiographie a envisagés, d'abord pour la France puis pour d'autres espaces, à partir des années 1970.

Par politisation, on entend l'introduction de la politique dans un espace social ou géographique auquel elle est au départ étrangère. Telle qu'elle a été pensée par les sciences politiques, elle s'appuie sur des logiques de représentativité et de participation, qu'elles se fassent par des mobilisations plus ou moins formalisées ou par le vote⁴³. À la suite des travaux fondateurs de Maurice Agulhon⁴⁴, les historiens ont été nombreux à rechercher les voies de l'imprégnation politique en accordant une attention particulière aux espaces ruraux dont ils ont analysé les voies de la modernisation politique et de l'acculturation nationale, à laquelle ils l'ont le plus souvent associée. Dès les années 1980, l'Italie a constitué un terrain privilégié de ces analyses, en grande partie du fait des parentés structurelles qui reliaient plusieurs espaces de la Péninsule à la Provence agulhonienne⁴⁵. Les approches de la politisation ont par la suite été renouvelées sous les effets conjoints de la sociologie historique et de l'anthropologie politique. Ils ont mis en évidence les acteurs et les formes de l'intermédiation, qui ont trouvé un domaine d'application particulier à travers l'étude des révolutions du XIX^e siècle, puisqu'elles en sont l'un des observatoires les plus commodes. Ils autorisent une lecture plus large de la politisation, décentrée par rapport à ses observatoires originels du rural et de la construction nationale. Plusieurs travaux ont ainsi étudié des figures de « passeurs », et ont montré le poids de l'échelle locale dans les stratégies de politisation⁴⁶. Mais loin de se limiter aux seules révolutions, elles ont été réenvisagées dans leur ampleur temporelle, à travers l'impact des conjonctures dites « fluides » sur les formes de mobilisation politique.

⁴² Luis 2005, et, sur la validité de ce modèle pour l'Europe méditerranéenne, Luis 2006.

⁴³ Lagroye 2003.

⁴⁴ Notamment l'ouvrage fondateur de la réflexion sur la « descente de la politique vers les masses » : Agulhon 1970.

⁴⁵ Notamment Malatesta – Gemelli 1982, qui a été le point de départ de ces travaux. Parmi quelques exemples de travaux qui ont appliqué le « paradigme agulhonien » à l'Italie du XIX^e siècle, voir Rizzi 1988 et Pécout 1991. Sur la convergence des modèles entre la Provence et l'Italie, voir Pécout 1990.

⁴⁶ Parmi les travaux récents, voir notamment Biard – Ducange 2013, et Bouchet – Simien 2015.

C'est ce qui explique l'attention portée à d'autres formes de politisation, qu'on a pu qualifier d'« informelles » ou d'« ordinaires » parce qu'elles ont été construites en-dehors des circuits habituels⁴⁷. Elles s'appuient sur des éléments extérieurs à la politique moderne, qu'il n'est possible d'analyser que par la restitution précise des logiques des acteurs. Elles s'écartent parfois du modèle de la « descente de la politique vers les masses » pour montrer la capacité d'acteurs populaires à générer des logiques de politisation autonomes⁴⁸. Mais si elles suscitent une attention accrue de travaux actuels d'histoire et de sciences sociales, ces réflexions ne constituent pas pour autant un objet nouveau puisqu'elles sont au centre de la théorie des « économies morales » dans lesquelles Edward P. Thompson a vu, dans les années 1970, un moteur décisif des révoltes populaires britanniques dans le temps long de l'époque moderne⁴⁹. Tous ces travaux invitent à interroger les temporalités de la protestation, afin de déceler la part des états routiniers du politique, ceux des conjonctures dites fluides, de celle de ses états critiques, ceux représentés par les révoltes et les révolutions⁵⁰. En remettant en question la dichotomie classique entre ces deux types de conjonctures, il est possible de saisir les logiques d'acteurs de façon globale. Le fait d'adopter cette démarche implique d'élargir le spectre des acteurs envisagés, par-delà les seuls patriotes que la mémoire collective italienne a classiquement retenus, les « "Italiens" de Naples » dont parlait Benedetto Croce⁵¹, au profit d'une lecture des opposants au *malgoverno* bourbonien dans leur ensemble.

Sources et méthodes

Saisir le politique par le social suppose de mobiliser des sources de natures variées, qui renseignent à la fois les parcours individuels et collectifs des acteurs du courant libéral et les configurations politiques et sociales dans lesquelles ils s'inscrivent. Le premier ensemble est constitué par la production politique écrite par les libéraux, qui doit être envisagée en tant que source de

⁴⁷ Respectivement dans Le Gall – Offerlé – Ploux 2012 et Judde de la Rivière – Weisbein 2017, et dans Dupont – Renault 2018.

⁴⁸ Par exemple et parmi des travaux récents: Brophy 2007, et París Martín 2014.

⁴⁹ Sur les économies morales, voir Thompson 2015, chapitre IV, « L'économie morale de la foule anglaise au XVIII^e siècle », p. 251-329. L'article original a paru en 1971 dans la revue *Past & Present*.

⁵⁰ J'emprunte cette distinction à Deluermoz – Gobille 2015.

⁵¹ Croce 1967, p. 255.

l'histoire politique. Les écrits théoriques, on l'a dit, sont tardifs et peu nombreux⁵². Des travaux récents, parce qu'ils invitent à considérer les patriotes napolitains comme des producteurs de savoirs plus que comme des idéologues, supposent de tenir compte de leurs écrits savants, leur production journalistique, les ouvrages d'histoire qu'ils consacrent au royaume ou à leur patrie locale⁵³. C'est donc un corpus politique élargi qu'il faut considérer, composé de sources de presse, de feuilles volantes, de proclamations destinées au peuple, qu'on regroupera sous la catégorie de « communication politique » libérale. La presse qui s'est développée pendant les deux révolutions que le royaume a connues au cours de la période, en 1820-1821 et 1849, essentiellement dans la capitale et plus ponctuellement dans certaines provinces, doit être envisagée, de même que les très nombreux tracts (*fogli volanti*) qui ont circulé pendant les révolutions⁵⁴.

Les écrits personnels des patriotes méridionaux constituent un deuxième type de sources. Dans un siècle marqué par la multiplication des écritures de soi, qu'elles prennent la forme de mémoires ou de correspondances, les traces des prises de parole des acteurs à l'étude sont nombreuses. Les mémoires de Guglielmo Pepe, publiées en 1847, sont parmi les principales, articulant son itinéraire personnel à l'actualité politique du royaume de Naples et de l'Italie⁵⁵. Ces textes, parce qu'ils sont des reconstitutions subjectives des parcours des libéraux, montrent leur capacité à se définir comme des acteurs plus ou moins décisifs des événements auxquels ils ont participé. Ce processus, que l'historien Haïm Burstin a qualifié, dans le contexte des révolutionnaires français de 1789, de « protagonisme », a contribué à fonder des célébrités libérales plus ou moins diffusées dans l'espace et dans le temps⁵⁶. L'usage des correspondances est différent. Publiées pour certaines, parfois sous la forme d'éditions critiques⁵⁷, elles sont complétées par des fonds d'archives spécifiques, dont le très riche fonds Poerio-Pironti à l'Archivio di Stato de Naples, l'un des plus importants jusqu'à

⁵² Par exemple Settembrini 1847, ou De Sanctis, 1967, I. Lezioni e saggi del periodo torinese (1853-1855), p. 1-385.

⁵³ Par exemple D'Angelo 2018a.

⁵⁴ Voir sur la presse, pour la révolution de 1820-1821, Daum 2005. Sur les *fogli volanti*, voir De Lorenzo 2001a, p. 99-147.

⁵⁵ Pepe 1847.

⁵⁶ Sur la notion de protagonisme, voir Burstin 2013, p. 152-159.

⁵⁷ Une partie du corpus a été établie dans le cadre d'éditions nationales d'acteurs décisifs de la construction nationale (voir De Sanctis, 1965; Moscati 1938; Cortese 1938). Des travaux plus récents l'ont complété, à l'échelle d'individus ou de familles (notamment D'Angelo 2018b).

l'Unité italienne ou les lettres interceptées dans les fonds de police des Bourbons. La méthodologie de l'étude des correspondances a été établie par l'histoire sociale⁵⁸. Elles permettent, par l'analyse des situations de communication à l'œuvre, de reconstituer l'espace social des acteurs et les réseaux dans lesquels ils s'inscrivent.

Mais ces catégories ne permettent d'envisager qu'une fraction réduite des libéraux du royaume. Les correspondances n'ont été conservées que pour certains d'entre eux, précisément les figures les plus célèbres du courant libéral méridional, et leur fonctionnement même exclut une grande partie de l'opposition au roi. Il n'est possible d'en suivre le rôle au plus près qu'en recourant aux archives policières et judiciaires, parce qu'elles donnent à voir les détails de la politisation, et permettent de reconstituer ainsi des réalités infimes pour lesquels on ne dispose très souvent que d'indications très parcellaires. Dans le contexte du rétablissement de l'autorité des Bourbons après la Restauration de 1815, ces sources se sont en effet multipliées, alors que la monarchie cherchait à renforcer le contrôle de l'opinion publique dans le royaume. On dispose de rapports réguliers sur l'esprit public, fournis par les autorités d'intendance, qui permettent d'analyser le déploiement des oppositions politiques à l'échelle plus fine des provinces. Ils s'ajoutent aux très nombreuses listes de suspects (*attendibili*) produites par les autorités provinciales ou nationales, de façon régulière, surtout lors de la répression des révoltes et des révolutions que le royaume a connues. Ces registres sont construits selon un classement par province puis par commune. Ils mentionnent les principaux chefs d'accusation imputés aux suspects et rappellent les grandes lignes de leur biographie. Mais les données objectives que ces documents fournissent (origine, date de naissance, profession, filiation des suspects, liens avec d'autres opposants à la monarchie) alternent avec des constructions propres aux discours policiers, qui projettent des peurs sociales alors courantes sur la réalité du courant libéral. Les déformations les plus habituelles postulent ainsi la généralisation du sectarisme politique, l'insurrection généralisée des provinces contre la capitale ou encore le retour au pouvoir des usurpateurs de la monarchie française d'occupation, alors même qu'ils n'ont souvent suscité chez les sujets du royaume que des sympathies très modérées. La classification des suspects selon leur degré d'implication dans les révolutions, en chefs révolutionnaires (*capi*), suiveurs (*secondatori*) et grégaires (*gregarii*), qui se généralise dans les années 1840, doit être également nuancée par la reconstitution précise des parcours individuels des libé-

⁵⁸ Voir, à une autre échelle et sur la période antérieure, Beaurepaire 2003.

raux. On dispose également pour eux d'autres registres, liés à leurs parcours d'exil. Pour l'après-1821, un registre national récapitule ainsi l'ensemble des données relatives aux proscrits du royaume, telles qu'elles ont été fournies aux autorités bourbonniennes par les chancelleries étrangères⁵⁹.

Ces sources invitent à une approche globale du phénomène libéral dans le royaume des Deux-Siciles, qui ne saurait se limiter aux seuls chefs révolutionnaires. Elles supposent de l'analyser à deux niveaux d'échelle. Les sources de la documentation centrale, principalement conservées à l'*Archivio di Stato* de Naples, offrent une lecture nationale des oppositions au roi, en lien avec la structure centralisée du royaume qui s'est renforcée pendant l'occupation militaire française à l'époque napoléonienne⁶⁰. Le fonds *Borbone*, constitué des archives de la maison du roi, porte sur les révolutions de 1820-1821 et de 1848, alors que les conjonctures plus ordinaires sont couvertes par les fonds *Polizia generale II* (avant 1848) et *Alta Polizia* (à partir des années 1840). Les registres d'exilés complètent ce dispositif. Tous fournissent des données nationales dont il faut saisir à la fois les déclinaisons régionales et locales et les dynamiques unitaires, les circulations et les réseaux fondateurs des libéraux méridionaux en tant que groupe. Ces derniers se déploient à plusieurs niveaux, de la patrie locale à l'espace transnational des révolutions.

L'échelle nationale constitue le cadre premier de l'étude, en grande partie parce que le courant libéral est d'abord un courant d'opposition à la monarchie bourbonnienne. Mais le poids des dynamiques locales appelle à une lecture plus ciblée des mobilisations libérales. Les espaces que la tradition méridionale qualifie de « provinces napolitaines », ceux de la partie continentale du royaume, fournissent un cadre d'étude cohérent, structuré par des circulations et des réseaux. Ainsi défini, l'espace à l'étude exclut la Sicile, dominée par la question du séparatisme, qui l'oppose aux dynamiques centralisatrices de la nation napolitaine⁶¹. Au cours du premier XIX^e siècle, elle a connu des mobilisations qui lui sont propres, marquées par l'impact fort du courant mazzinien, presque absent à Naples⁶². Au sein même des provinces napolitaines, l'ampleur de la documentation, son éclatement géographique et la très forte dimension localiste des politisations observées ont supposé le choix de cinq observatoires régionaux, pour leur représentativité à la fois numérique et symbolique et pour les traditions historio-

⁵⁹ Archivio di Stato di Napoli (notées par la suite ASNa), Interno, b. 40.

⁶⁰ Spagnoletti 1990. Le modèle administratif est celui de la France révolutionnaire et napoléonienne.

⁶¹ Lanfranca 2013.

⁶² Riall 2004.

graphiques qui leur sont liées. La province de Naples est la mieux documentée dans les archives centrales, notamment parce qu'elle contient la capitale; paradoxalement, la politisation libérale y a été plus limitée que dans d'autres espaces du royaume. Elle a donné lieu à des formes de participation politique qui lui sont propres, déployant les répertoires de la révolte dans l'espace urbain⁶³. La Calabre Citérienne (Cosenza) et les deux Calabres Ultérieures (Reggio et Catanzaro) ont vu se développer une tradition spécifique de la contestation, liée aux revendications de souveraineté locale portées par les milieux savants de Reggio et surtout de Cosenza⁶⁴. Ces phénomènes expliquent les représentations négatives qui ont été projetées sur les sujets calabrais, régulièrement suspectés de sédition et objet d'un contrôle policier accru après la révolution de 1820-1821. Les trois provinces calabraises ont d'autre part été parmi celles qui ont fourni le plus grand nombre de libéraux. Elles sont surreprésentées y compris dans des registres nationaux d'*attendibili* ou d'exilés, représentant à elles trois 37% des 167 sujets notifiés dans le registre national des proscrits dans l'après-1821⁶⁵. Le Principat Citérien (Salerne) offre l'exemple d'un investissement quasi-continu de la politique libérale par des familles notabiliaires locales, les D'Avossa et les Mazziotti, autour d'une contestation radicale qui s'est ancrée dans le cadre des espaces ruraux du Cilento. Elle a été constante en 1820-1821 puis en 1848, et la très forte diffusion des marqueurs de sympathies italiennes après l'échec de cette dernière révolution l'illustrent⁶⁶. Enfin, le Principat Ultérieur présente un itinéraire spécifique. Géographiquement très proche de la capitale, il lui est lié par des circulations anciennes, et a d'abord été un foyer du sectarisme démocratique très actif au début de la période, où il a été à l'origine de la révolution de 1820-1821. Au milieu du XIX^e siècle en revanche, il est dominé par des acteurs politiques modérés, essentiellement autour du courant alors qualifié de néoquelfe, qui souhaitait réaliser l'unité italienne sous la forme d'une fédération dirigée par le pape. Les données relatives à ces cinq provinces, abondantes dans la documentation centrale, sont complétées par des fonds spécifiques, disponibles dans les archives publiques provinciales. Pour les provinces de Cosenza, de Salerne et de Reggio Calabria, l'étude des procès politiques, très nombreux pour la période 1821-1856, permet à la fois de préciser l'ampleur sociale du courant libéral et les répertoires d'action de l'opposition politique.

⁶³ Mellone 2013a. Sur la géographie du royaume, voir figure 1 *infra*.

⁶⁴ Buttiglione 2013; De Giorgio 1953.

⁶⁵ ASNa, Interno, b. 40.

⁶⁶ Pinto 2005.

Localisme, internationalisme, jeux d'échelles

Le croisement de ces sources permet de saisir les libéraux du *Mezzogiorno* continental en tant qu'acteurs sociaux, d'en évaluer les configurations individuelles et collectives, le répertoire d'action et la capacité de mobilisation. La confrontation des situations régionales, révélées par la documentation, permet de relativiser les processus de politisation observés en même temps que de comprendre les liens entre eux. Alors que les historiographies régionales les ont perçues de manière souvent cloisonnée, il s'agit d'interroger les circulations qui les unissent, les initiatives qui permettent de fédérer l'action des patriotes. Les *carbonari* des années 1810, les cercles d'exilés dans les années 1820 et 1830, les comités révolutionnaires de 1848 en sont des manifestations. Il faudra déconstruire les échelles de l'action politique, qu'elle se situe au niveau local de la commune ou de la vallée, à l'échelle régionale de la province, à celle de la nation napolitaine, ou qu'elle profite d'un espace plus large, transnational et identifié aux frontières de la « civilisation ». L'imbrication de ces niveaux d'analyse donne à voir l'espace social des libéraux, qui se constitue comme un espace public d'opposition dont il faut rechercher les contours au-delà de la seule bourgeoisie, traditionnellement perçue comme l'assise sociale majeure des mouvements libéraux⁶⁷. Par les complémentarités qu'il implique, il constitue une société civile d'opposition, réticulée, structurée par des liens souvent non-politiques. Des travaux nombreux ont montré le caractère encore peu formalisé des mobilisations de l'époque, en l'absence de structures partisans : elles se sont effectuées de manière empirique, dans le cadre de réseaux humains. Cette structuration du politique se retrouve à l'échelle transnationale dans le cadre des communautés d'exilés⁶⁸. Les débats récents autour des travaux d'Edward P. Thompson permettent de préciser les fonctionnements sociaux à l'œuvre. L'attention portée aux pratiques, aux expériences, à la capacité d'action des sujets envisagés permet de se demander, à la suite de ses commentateurs, « qui est en-dessous (*who is below*) », au profit d'une approche de la politisation comme processus global⁶⁹. La société ainsi restituée

⁶⁷ Habermas 1988.

⁶⁸ Pour Maurizio Isabella, les libéraux européens forment, notamment dans les années 1820, une « société civile transnationale » qui ne dispose pas d'une organisation collective réelle, mais trouve son unité à travers des engagements communs, dont les révolutions espagnole (1820-1823) et grecque (1821-1829) sont les principaux (Isabella 2009). D'autres travaux ont vérifié ce postulat pour d'autres espaces : voir Aprile – Brice 2013, et pour la France Diaz 2014.

⁶⁹ Voir sur ce point Cerutti 2015, qui fait référence à Thompson 2015.

s'appuie sur des liens sociaux complexes, sur des complémentarités fonctionnelles entre des acteurs très diversement impliqués dans les phénomènes de protestation.

L'utilisation des sources provinciales suppose de recourir à des analyses micro-historiques, pour ce qu'elles apportent à la compréhension des phénomènes sociaux. L'appui sur des observatoires régionaux et surtout locaux met en évidence les mécanismes de la politisation qui, dans un souci d'efficacité auprès des masses, s'est surtout déployée à l'échelle locale. Pour d'autres espaces, l'historiographie récente des révolutions a montré la variété de ce répertoire, qui recourait à des formes aussi diverses que les banquets, les funérailles ou encore le port du costume⁷⁰. Les outils dont on dispose, appliqués au cas du *Mezzogiorno* du XIX^e siècle, permettent de questionner le modèle de la politisation descendante tel qu'il a été montré par Maurice Agulhon à propos des campagnes varoises de la même époque⁷¹. Les limites en ont été pointées par certains travaux, qui ont souligné l'intérêt de le rattacher à l'étude précise des structures sociales locales. Pour la France, Laurent Le Gall a ainsi montré qu'il ne s'appliquait que difficilement aux espaces ruraux du Finistère, restés globalement en marge de la participation politique⁷². Mais le modèle agulhonien pose surtout le problème d'avoir été pensé pour un État dont la centralisation, bien que renforcée pendant la Révolution et l'Empire, s'appuie sur des structures antérieures, alors que le royaume des Deux-Siciles a connu une expérience de centralisation forcée pendant le règne de Murat, entre 1806 et 1815. Elle entre en contradiction avec le localisme propre aux pratiques sociales méridionales, dans des communautés traditionnellement structurées autour des figures de l'autorité municipale⁷³. Il a marqué les parcours d'une partie des chefs libéraux, attachés à un territoire autour duquel s'est construit leur parcours politique, à l'image des De Concilj ou des Imbimbo à Avellino, ou des Romeo en Calabre Ulérieure I^{re}. Malgré un début de construction d'un espace politique national, lié à la circulation des hommes et aux célébrités naissantes de certains libéraux, qui s'expliquent en partie par les charges militaires, administratives ou intellectuelles qu'ils ont exercées, le localisme demeure essentiel. Les mécanismes anthropologiques dont il relève sont connus :

⁷⁰ Par exemple et pour la France, Robert 2010, Fureix 2009 et Triomphe 2012.

⁷¹ Agulhon 1970.

⁷² À partir d'une reconstitution précise des mécanismes électoraux et de la participation populaire, fondée sur des observatoires locaux (Le Gall 2009).

⁷³ Delille 2003. Au XVIII^e siècle, la monarchie bourbonnienne avait engagé un début de réforme centralisatrice, notamment sous le règne de Charles III, sans qu'elle puisse être menée à terme (Rao 1989).

plusieurs historiens les ont étudiés à propos d'autres espaces et ont montré comment ils ont conditionné certaines pratiques de politisation⁷⁴. Dans l'espace à l'étude, le poids du localisme s'explique aussi par l'écho qu'il a trouvé dans la pensée politique méridionale, marquée depuis le début du XVIII^e siècle par la théorie des « vocations territoriales » du philosophe Giambattista Vico. Elle se présente sous la forme d'un déterminisme spatial qui associe un lieu à des pratiques économiques ou politiques qui seraient naturellement conduites à s'y développer⁷⁵.

Le localisme contraste avec les pratiques transnationales liées aux circulations européennes dans lesquelles s'insèrent une partie des libéraux. La tension entre insertion transnationale et modernisation locale concerne à la fois les parcours sociaux et idéologiques, et elle conduit à la diffusion par imprégnation de modèles politiques étrangers dans la société méridionale. Ces divers niveaux d'échelle influent sur les stratégies politiques et sociales des opposants. La typologie des modes de la protestation est bien connue de l'historiographie, qui en a fait l'un des thèmes centraux de l'étude du premier XIX^e siècle. Depuis les années 1970, l'histoire des mobilisations collectives distingue ainsi les « révoltes primaires » appuyées sur des motifs non-politiques, les rébellions construites de manière plus ou moins spontanée contre l'autorité ou ses représentants⁷⁶, et la révolution, dotée d'un projet politique positif. Il faut donc distinguer les formes de l'expression politique d'opposition selon leurs formes, leurs objectifs, leurs cibles, qui conditionnent également les échelles auxquelles elles se construisent. Les révoltes populaires calabraises, qui relèvent d'un mécanisme de dissidence, doivent être distinguées des révolutions de la capitale, dont des travaux récents ont montré qu'ils ont relevé de constructions politiques plus abouties et informées de l'expérience des insurrections précédentes.

Par l'étude des mécanismes de politisation propres aux milieux libéraux napolitains, je chercherai donc à montrer comment s'est élaborée une société civile d'opposition plus anti-absolutiste qu'elle n'a été idéologiquement libérale, qui s'est appuyée sur les pratiques politiques locales pour contester la centralisation imposée par la monarchie française d'occupation et maintenue par les Bourbons après 1815. Elle a cherché à imposer un système nouveau de coordination sociale, destiné à être connu de tous pour être investi de façon inconsciente, que je qualifierai, à la suite de Jean-Pierre Dedieu, de

⁷⁴ Voir pour la France Gerson 2003 et, à plus large échelle, Beyen – Deseure 2015.

⁷⁵ Petruszewicz 2009.

⁷⁶ Voir notamment, sur les notions de dissidence et de révolte, Soulet 1978. Sur les rébellions, voir Lignereux 2007.

convention politique⁷⁷. La diffusion de cette dernière s'est effectuée par des voies de mobilisation spécifiques, par-delà les seules révolutions, nourries du répertoire des pratiques courantes. L'ampleur de la période à l'étude suppose de les envisager dans leur chronologie.

Structures et rythmes de la politisation libérale

À la suite des évolutions historiographiques évoquées plus haut, je considérerai les révolutions et les conjonctures fluides comme des temporalités inscrites dans un cycle de politisation cohérent, qui s'effectue sur le temps moyen du premier XIX^e siècle. L'année 1815 en constitue le point de départ, pour sa valeur de charnière après un épisode nouveau et décisif de l'histoire politique du royaume. De 1806 à 1815, il a en effet été soumis à une monarchie française en partie inféodée à l'Empire napoléonien que les légitimistes ont très vite qualifiée de *decennio francese*, comme si elle représentait une parenthèse dans l'histoire du royaume⁷⁸. Elle a imposé à la partie continentale du royaume des structures centralisées et bureaucratiques que la Restauration bourbonnienne a pourtant maintenues après 1815, dans un souci d'efficacité étatique. Une partie du personnel politique libéral a servi ce régime, ce qui n'a pas empêché leur participation aux formes nouvelles de l'opposition politique qui s'y sont créées, à travers la multiplication des sociétés secrètes révolutionnaires, et se sont perpétuées dans l'après-1815, alors qu'elles ont canalisé les oppositions aux Bourbons de Naples. L'héritage de cette période pour la société méridionale – d'autres travaux l'ont montré à plus large échelle⁷⁹ – a donc été déterminant, mais il est au XIX^e siècle une réalité débattue, qui est toujours, à de très rares exceptions près, envisagée comme un souvenir négatif. Mais la construction des mémoires et leurs effets, directs ou non, sur les politisations du royaume, persistent pendant une grande partie du premier XIX^e siècle. Cette période, que l'historiographie italienne a envisagé sous le terme « Restauration », dans une acception plus large que celle traditionnellement retenue pour les autres États européens⁸⁰, doit donc être envisagée

⁷⁷ Sur cette notion, empruntée à l'économie, voir Dedieu 2010, p. 3.

⁷⁸ Par exemple Massarella 1816. Sur cette terminologie, voir Delpu – Moullier – Traversier 2018.

⁷⁹ Notamment De Francesco 2009.

⁸⁰ L'historiographie désigne en effet sous ce terme la période qui va de 1815 à 1848 voire 1860, alors qu'ailleurs en Europe, il qualifie la période de transition qui a immédiatement suivi l'effondrement de l'Empire napoléonien (Corciulo 2001).

comme une longue transition politique, scandée par des révoltes et des révolutions, qui voit se reconfigurer des identités politiques et idéologiques très incertaines.

Le terme de l'analyse se situe au milieu des années 1850. L'opposition libérale aux Bourbons est alors profondément transformée par des expériences multiples: une partie de ses acteurs a connu l'exil, l'extraction sociale du mouvement s'est progressivement élargie vers les masses, quoique de manière inégale, et la révolution de 1848 a représenté un moment spécifique de l'affirmation des revendications libérales. Ce processus coïncide avec l'intégration plus nette des patriotes du royaume dans les dynamiques du *Risorgimento*, phénomène dont l'historiographie a souligné l'accélération significative opérée à la faveur des événements de 1848⁸¹. L'historiographie du *Mezzogiorno* a confirmé ce tournant, dont elle a étudié les répercussions dans la vie politique et culturelle du royaume méridional⁸². Le fait d'inclure la période qui a immédiatement suivi la révolution permet, dans le prolongement de ces travaux, d'analyser les répercussions des événements de 1848 et de la répression qui les a suivis sur les parcours individuels et collectifs des opposants aux Bourbons. Au milieu des années 1850 sont morts en exil à Turin deux des principaux acteurs du courant libéral napolitain, Raffaele Poerio en 1853 et Guglielmo Pepe en 1855. Leurs carrières militaires et politiques ont débuté au moment des révolutions de la fin du XVIII^e siècle et ont traversé l'ensemble de la période à l'étude. D'autre part, l'année 1856 montre comment la situation du royaume méridional est devenue un problème de politique européenne, auquel les libéraux napolitains ont largement participé en diffusant à l'étranger l'image du royaume⁸³. Alors que la monarchie bourbonnienne a fait l'objet d'une large condamnation internationale qui a trouvé un écho dans le congrès de Paris qui a mis fin à la guerre de Crimée, lié à son refus de s'associer à la coalition internationale contre la Russie, les manifestations de sympathie pour la cause napolitaine se sont développées. Elles s'expliquent à la fois par la médiatisation européenne des prisonniers bourbonniens et par le déploiement d'un projet politique, dit « muratien », qui vise à restaurer la dynastie des Murat sur le trône de Naples pour maintenir la souveraineté du royaume tout en le dotant d'un régime politique libéral. L'année 1856 a enfin vu se transformer les pratiques de l'opposition au roi, avec la multiplica-

⁸¹ Francia 2012.

⁸² Parmi les travaux les plus importants, voir Di Ciommo 1993, Petruszewicz 1998 et De Lorenzo 2013, p. 50-72.

⁸³ Petruszewicz 1998.

tion des projets d'attentats régicides dont celui du soldat italo-albain Agésilao Milano, le 8 décembre, est le plus important.

En arrêtant l'étude en 1856 plutôt qu'en 1860, la chronologie s'inscrit résolument dans une perspective napolitaine et européenne beaucoup plus qu'italienne. Ce choix permet de décentrer l'étude par rapport aux problématiques classiques du *Risorgimento*, dont je chercherai plutôt à analyser les répercussions sur les politisations méridionales. Dans l'après-1856, les enjeux évoluent considérablement, sous les effets conjoints d'une importante crise politique et du développement subit des sympathies garibaldiennes, à un moment où se sont accélérés à la fois la construction nationale italienne et l'effondrement du régime⁸⁴.

La période que j'envisagerai est donc celle qui a vu s'élargir le recrutement et l'extraction sociale du monde libéral napolitain, en même temps qu'elle a vu ses pratiques se renouveler, malgré la relative continuité des principales figures nationales de la révolution. Les témoignages des contemporains montrent les évolutions inégales de l'histoire politique méridionale, insistant pour les uns sur le tournant irréversible du *decennio francese*, pour d'autres sur la stabilisation de la vie politique méridionale après l'arrivée au trône de Ferdinand II en 1830⁸⁵. Le tournant de 1848 est plus communément admis, à la fois parce qu'il est considéré comme une révolution « autochtone », à la différence de celle de 1820-1821 inspirée du précédent espagnol, et parce qu'il a conduit à l'affirmation de l'absolutisme royal sous la forme d'une tyrannie. Mais ces chronologies sont principalement politiques, et posent le problème de s'appuyer davantage sur les évolutions de la monarchie que sur les logiques sociales de la politisation. Le poids des structures sociales et culturelles, le tournant introduit par le *decennio francese*, la récurrence des révoltes et des révolutions invitent à dégager plusieurs niveaux d'évolutions. À la microchronologie de ces dernières se superposent des évolutions plus larges, fondées sur la mobilisation ou la démobilisation des sujets libéraux du royaume. L'impact de la répression des phénomènes révolutionnaires est décisif, parce qu'il voit se déployer des « dé-révolutions » qui visent à reconfigurer l'espace public autour de l'autorité monarchique⁸⁶.

Le parcours qu'on suivra se compose de quatre séquences chronologiques. La première étudiera donc le *quinquennio* 1815-1820, pour analyser les continuités et les ruptures entre les opposants à la monarchie du *decennio francese* et ceux qui contestent

⁸⁴ De Lorenzo 2013, p. 102-152.

⁸⁵ C'est le cas du libéral français Léonce de Lavergne (Lavergne 1841).

⁸⁶ Notion empruntée à Fureix 2014a, p. 126.

la monarchie restaurée des Bourbons après 1815. Elle cherchera donc à saisir les parcours individuels et collectifs des libéraux dans une transition politique décisive, que je qualifierai à la suite d'autres travaux de « sortie d'Empire »⁸⁷. Celle-ci s'étend jusqu'au début des années 1820, alors que le royaume présente des survivances révolutionnaires au-delà du seul épisode insurrectionnel de 1820-1821. J'analyserai ensuite, dans un deuxième temps de l'ouvrage, l'internationalisation du courant napolitain des lendemains de la révolution de 1820-1821 à la veille de celle de 1848, alors que l'opposition à l'Europe de la Sainte-Alliance se superpose aux résistances aux Bourbons. Après avoir caractérisé les structures de l'exil qui a suivi la révolution, la diversité des parcours et les liens qu'ils révèlent avec la communauté d'origine, on abordera la place des éléments napolitains dans la nébuleuse transnationale des opposants européens aux Restaurations, pour évaluer ensuite les effets retour de l'exil sur le fonctionnement de l'opposition méridionale aux Bourbons. Dans la troisième partie, j'étudierai plus précisément l'élargissement de la base sociale du courant libéral à travers l'intégration du peuple à la révolution, pendant les années 1830 et 1840. L'intérêt porté par les patriotes au peuple s'exprime à la fois par son intégration réelle aux lectures culturelles de la nation et par le redéploiement des schémas de la mobilisation autour d'espaces locaux. Il explique les usages accrus de la religion comme outil de la politisation libérale le confirment, à travers le culte des martyrs ou les appels à la croisade, et conduit au redéploiement des mobilisations d'opposition à l'échelle des communautés locales, surtout pendant la révolution de 1848. J'interrogerai enfin, des lendemains immédiats de la révolution de 1849 à 1856, l'impossible unité libérale, à la fois napolitaine et transnationale, autour d'un royaume désormais de plus en plus envisagé comme un espace périphérique de la construction nationale italienne. Alors qu'une partie significative des chefs révolutionnaires connaît l'exil ou la prison, leur absence suppose de reconfigurer les mobilisations collectives méridionales, qui relèvent encore de stratégies informelles de résistance au roi et qui ne s'associent que très rarement au mouvement national italien.

⁸⁷ Par exemple Petiteau 2003.



Fig. 1 – Le royaume des Deux-Siciles entre 1816 et 1860
(d'après Marzolla 1832).

Provinces continentales. I.- Naples. II.- Terra di Lavoro. III.- Abruzzes Citérieure. IV.- Abruzzes Ultérieure I^{re}. V.- Abruzzes Ultérieure II^{de}. VI.- Molise. VII.- Principat Citérieur. VIII.- Principat Ultérieur. IX.- Capitanate. X.- Terra di Bari. XI.- Terra d'Otranto. XII.- Basilicate. XIII.- Calabre Citérieure. XIV.- Calabre Ultérieure I^{re}. XV.- Calabre Ultérieure II^{de}.

Valli maggiori de Sicile. XVI.- Palerme. XVII.- Messine. XVIII.- Catane. XIX.- Girgenti. XX.- Syracuse. XXI.- Trapani. XXII.- Caltanissetta.